

Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité



Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité

Sous prétexte de renforcer la sécurité des citoyens, le gouvernement s'est engagé, depuis plus d'un an, dans un processus de restriction des libertés publiques.

En France : des universités, des villes refusent de mettre à disposition des salles pour y tenir des conférences ayant trait à la situation en Palestine.

En juin 2020, La Cour Européenne des Droits de l'Homme a rappelé que l'appel au Boycott relevait de la Liberté d'Expression. En septembre de la même année, notre Ministre de la Justice encourageait les tribunaux à condamner les actions BDS comme des appels à la haine et à la discrimination.

En septembre 2019, Aurore Bergé, députée de "La République en Marche " déclarait : Israël est notre première ligne de front contre le Terrorisme" Quel modèle que ce pays où l'emprisonnement sans motifs et sans jugement concerne des milliers de Palestiniens, et où l'usage des drones et de la reconnaissance faciale sont des pratiques courantes !

La loi de Sécurité Globale et les décrets qui l'accompagnent permettraient, en France

- L'utilisation de drones et de caméras portables pour la surveillance des manifestations (reconnaissance faciale des manifestants)
- Le fichage massif des militants politiques, syndicaux et associatifs, de leur entourage avec recueil d'informations diverses.

L'AFPS est engagée dans l'action pour la défense des libertés publiques et vous appelle à participer au rassemblement prévu à Auch :

Samedi 30 janvier, à 11 heures devant l'Hôtel de Ville.

